



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

annonces du Président de la République

Question au Gouvernement n° 1489

Texte de la question

ANNONCES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Pierre Dharréville.

M. Pierre Dharréville. Ma question s'adressait à M. le premier ministre. (*« Il est parti ! » sur les bancs du groupe LR.*)

Hier après-midi, des jeunes d'un lycée professionnel avaient demandé à me rencontrer. Pour me dire son angoisse, l'un d'eux eut cette formule : « On n'a pas envie d'être des travailleurs pauvres ». Monsieur le premier ministre, ma voix s'est troublée au moment de lui répondre.

Le soir, j'écoutai le Président sortir de son silence. La seule véritable concession, quoique incomplète, qu'il a consentie fut d'annuler partiellement la hausse de la CSG. Pour le reste, les recettes sont bien connues et déjà engagées : primes et exonérations. Elles figurent au premier chapitre de votre vieux grimoire de cuisine libérale, à l'usage des premiers de cordée.

Or, nous vous le répétons depuis dix-huit mois, la réponse attendue, une juste répartition des richesses, une justice écologique, ne tient pas dans ces subterfuges qui, loin de l'état d'urgence sociale, sont votre marque de fabrique. Votre accélération a réveillé la révolte contre tant d'années de régression sociale. Cette crise qui vient de loin mérite des remises en cause, des réponses sociales beaucoup plus ambitieuses pour le pouvoir de vivre. Elle appelle un profond renouveau démocratique de notre République.

Hélas, vous vous accrochez à la suppression de l'ISF comme un arapède à son rocher, vous mégotez sur la contribution des multinationales sans vraiment soutenir les PME, vous refusez d'augmenter réellement les salaires et le SMIC, de relever le point d'indice de la fonction publique, de revaloriser les pensions, que vous désindexez, tout comme les prestations sociales. Même vos maigres concessions, autofinancées, vous les faites en abîmant la sécurité sociale et en menaçant les services publics. Vous annoncez d'ailleurs le maintien de vos inquiétantes réformes chamboule-tout.

Monsieur le Premier ministre, comment financerez-vous ces mesures ? Quand prendrez-vous enfin la mesure de la colère, des aspirations de nos lycéens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail.

M. Fabien Di Filippo. Et de l'augmentation du SMIC !

Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail. L'un des principaux axes de l'allocution télévisée du Président de la

République, hier soir, concerne les travailleurs les plus modestes, ceux qui touchent les plus bas salaires. Le Président de la République a entendu, toute cette semaine, les doléances de ces hommes et de ces femmes qui travaillent ou veulent travailler, mais ont du mal à joindre les deux bouts à la fin de chaque mois. C'est une réalité et nous en connaissons les raisons.

Ce phénomène existe depuis des décennies...

M. Éric Straumann. Depuis quarante ans !

Mme Muriel Pénicaud, ministre. ...et s'est aggravé. Des leviers ont été actionnés aujourd'hui pour répondre à l'urgence sociale et économique qui a été comprise.

La première mesure est l'exonération des heures supplémentaires de l'impôt et des cotisations sociales, dès janvier 2019. (« Bravo ! Merci Sarkozy ! » sur les bancs du groupe LR.) Les salariés attendaient impatiemment cette disposition qui concerne 60 % des employés et des ouvriers.

Par ailleurs, la hausse de la CSG, qui concernait 7 millions de personnes, sera supprimée dès 2019 pour les 3,5 millions de retraités qui perçoivent moins de 2 000 euros par mois.

Pas moins de 15 milliards d'euros seront investis dans la formation qui est le seul moyen de progresser au cours de sa carrière et de gagner plus. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Quant au SMIC (« Ah ! » sur les bancs du groupe LR), il sera bien revalorisé d'environ 1,8 % à la rentrée. Qui plus est, l'État veut augmenter de 100 euros par mois le revenu des personnes au SMIC, notamment en relevant la prime d'activité. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Di Filippo. Est-ce que ça détruit des emplois ?

Mme Muriel Pénicaud, ministre. Ces mesures ne vous concernent peut-être pas, mais elles intéressent les Français ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Elle a avalé son chapeau !

Mme Muriel Pénicaud, ministre. Un célibataire sans enfant au SMIC qui gagnait 1 307 euros, prime d'activité comprise, il y a un peu plus d'un an, gagnera 1 430 euros, soit 123 euros de plus – 100 euros attribués par l'État, et 23 euros du fait des revalorisations, ce qui représente autant de pouvoir d'achat en plus pour les salariés, comme nous le souhaitons.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Dharréville](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1489

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail

Ministère attributaire : Travail

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 décembre 2018](#)